

À L'OPINION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

Lors du colloque "Droits humains et action syndicale", qui se tient actuellement à Québec et qui est organisé par la C.M.T. (Confédération mondiale du travail), le secrétaire général de la C.L.A.T. (Confédération latino-américaine des travailleurs), Emilio Maspero, a pris les positions suivantes devant la presse:

- 1° Il a donné son appui à la dictature du Salvador au moment même où celle-ci, encore le mardi 18, a assassiné 80 travailleurs et paysans, hommes et femmes.
- 2° La C.L.A.T s'attaque au F.S.L.N. qui a dirigé la lutte contre la dictature de Somoza au Nicaragua et qui, aujourd'hui, mène une campagne de reconstruction du pays dévasté par la guerre civile.
- 3° Enfin, la C.L.A.T. s'attaque aussi aux exilés latino-américains (spécialement aux Chiliens) qui ont dû quitter leurs pays respectifs en raison des dictatures militaires.

Comment une organisation qui dit représenter les intérêts des travailleurs peut-elle prendre des positions ouvertement favorables aux intérêts des patrons et des dictatures latino-américaines?

Ce n'est pas nouveau dans l'histoire de la C.L.A.T.

La C.L.A.T et son appendice chilien, la F.U.T. (Fédération unique des travailleurs) ont participé aux campagnes internationales contre le gouvernement du président Allende; et, pour tenter de diviser le mouvement syndical chilien, elles ont voulu créer une centrale syndicale parallèle à la C.U.T. (Centrale unique des travailleurs chiliens).

Depuis 1975, la C.L.A.T. sous le nom de CEDOC-CUISANA, s'est efforcée d'empêcher la réunification de la classe ouvrière équatorienne. Ouvertement, en décembre 1977, elle était reconnue par le gouvernement dictatorial en place en Équateur.

Et cette histoire de la C.L.A.T. est aussi sinistre en République dominicaine, au Honduras et au Guatemala.

Pour toutes ces raisons, nous demandons à l'ensemble du mouvement syndical québécois, et à la C.S.N. en particulier, d'imiter le geste de la Confédération française démocratique du travail (C.F.D.T.), qui en 1975 a dénoncé la politique anti-ouvrière de la C.L.A.T., à la suite de l'intervention de M. Maspero au congrès de la C.M.T., et qui s'était opposée à la présence à ce congrès d'une délégation composée de dirigeants cooptés par Pinochet.

Nous croyons que la C.S.N., membre de la C.M.T., doit plus encore qu'en 1975, dénoncer la position de la C.L.A.T., qui appuie toujours les dictateurs d'Amérique latine et continue sa politique anti-ouvrière de division de mouvement syndical latino-américain.

TRABAJADORES CHILENOS en
EXILIO